



Bureau de contrôle  
Adhérent AFNOR  
10615000  
NF EN ISO/CEI 17020

## **POUR : MAIRIE DE BISCHOFFSHEIM**

Rapport édité le : 20-05-2020

Contrôleur : S.Jolbert

# **CONTROLE ANNUEL PRINCIPAL AIRE COLLECTIVE DE JEUX DOSSIER N° BISCHOFFSHEIM 67 2\_3 CVM BUT ACJ PDS 200403**

Site : ECOLE MATERNELLE LE CASTEL  
RUE DU CASTEL

Ce document est à usage exclusif et non collectif des clients SAGALAB  
Toute mise en réseau, reproduction et rediffusion, sous quelque forme que ce soit,  
même partielle, sont strictement interdites

**Organisme de contrôle conforme à la norme NF EN ISO/CEI 17020**  
Tél. 04 74 11 19 68 - Fax 04 74 29 54 03 - Mail : [info@sagalab.fr](mailto:info@sagalab.fr)  
2 place Francfort - 69444 LYON CEDEX 03  
Sarl au capital de 474 000 Euros - Siret 398 262 097 00056 - APE 7120 B

**Références Décret / Normes\***

Ce rapport décrit les constatations faites par notre contrôleur sur vos aires de jeux, suivant :

**Article L221.1 du code de la consommation****Décret n° 94-699 du 10 août 1994****Décret n° 96-1136 du 18 décembre 1996****Normes\***

NF S 54-201 Equipements d'aire de jeux : Equipement de jeux à usage collectif pour enfant

NF S 54-202 Equipements d'aire de jeux : Toboggans à usage collectif pour enfant

NF S 54-203 Equipements d'aire de jeux : Equipements à usage collectif fixés au sol

NF S 54-204 Equipements d'aire de jeux : Tourniquets à usage collectifs pour enfants

NF EN 1176-1 Equipements d'aire de jeux: Equipement général

NF EN 1176-2 Equipements d'aire de jeux : Equipements balançoires

NF EN 1176-3 Equipements d'aire de jeux : Equipements toboggans

NF EN 1176-4 Equipements d'aire de jeux : Equipements téléphériques

NF EN 1176-5 Equipements d'aire de jeux : Equipements manèges

NF EN 1176-6 Equipements d'aire de jeux : Equipements oscillants

NF EN 1176-7 Equipements d'aire de jeux : Maintenance, entretien

\* Normes disponibles à l'AFNOR 01.42.91.57.96

**Conclusions**

Ce rapport, avec une fiche et une photographie pour chaque équipement, détaille le résultat des examens et contient les documents exigés dans le décret 96-1136.

J.O n° 300 du 26 décembre 1996 page 19136

**TEXTES GENERAUX**  
**MINISTRE DES FINANCES ET DU COMMERCE EXTERIEUR**  
**Décret no 96-1136 du 18 décembre 1996 fixant les prescriptions de sécurité relatives aux aires collectives de jeux**

NOR: FCEC9600201D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, du ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, du ministre délégué à la jeunesse et aux sports et du ministre délégué aux finances et au commerce extérieur,

Vu le code de la consommation, notamment ses articles L. 221-3 à L. 221-9 ; Vu le code pénal, et notamment son article R. 610-1;

Vu le décret no 94-699 du 10 août 1994 fixant les exigences de sécurité relatives aux équipements d'aires collectives de jeux;

Vu l'avis de la commission de la sécurité des consommateurs en date du 10 avril 1996;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1er. - Les dispositions du présent décret s'appliquent aux aires collectives de jeux sans préjudice des règles édictées par le code de la construction et de l'habitation qui les concernent, notamment en matière de sécurité contre l'incendie.

On entend par aire collective de jeux toute zone, y compris celle implantée dans un parc aquatique ou parc d'attraction, spécialement aménagée et équipée pour être utilisée, de façon collective, par des enfants à des fins de jeux. Sont également soumises au présent décret les aires collectives de jeux situées dans l'enceinte des établissements accueillant des enfants et dont les équipements sont susceptibles d'être utilisés par ceux-ci à des fins de jeux.

Sont exclus du champ d'application du présent décret les fêtes foraines ainsi que les salles et terrains de sport.

Art. 2. - Les aires collectives de jeux doivent être conçues, implantées, aménagées, équipées et entretenues de manière à ne pas présenter de risques pour la sécurité et la santé de leurs usagers dans le cadre d'une utilisation normale ou raisonnablement prévisible.

Peuvent seules être mises à la disposition des enfants, à titre gratuit ou à titre onéreux, les aires collectives de jeux qui respectent les prescriptions de sécurité définies à l'annexe du présent décret et dont les équipements sont conformes aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Art. 3. - L'exploitant ou le gestionnaire de l'aire collective de jeux tient à la disposition des agents chargés du contrôle un dossier comprenant :

- 1o Un plan faisant apparaître la situation et la structure générale de l'aire de jeux ainsi que l'implantation des équipements;

- 2o Les plans d'entretien et de maintenance prévus au II (4, a) de l'annexe du présent décret;

- 3o Les documents attestant que les interventions correspondant à l'entretien et à l'inspection régulière de l'aire de jeu et de ses équipements sont bien effectuées conformément au II (4, b) de l'annexe du présent décret;

- 4o Les documents indiquant le nom ou la raison sociale ainsi que l'adresse des fournisseurs de tous les équipements installés sur l'aire;

- 5o Les notices d'emploi et d'entretien accompagnant les équipements;

- 6o Le dossier de base de l'ensemble de l'installation comprenant notamment les notices de montage et les rapports de réception des installations sur le site.

- 7o Les documents exigés par le décret du 10 août 1994 susvisé, justifiant la conformité aux exigences de sécurité des équipements fabriqués et installés sur l'aire de jeux après le 1er janvier 1995.

Art. 4. - Le nom, ou la raison sociale, et l'adresse de l'exploitant ou du gestionnaire de l'aire de jeux doivent être affichés de façon visible, lisible et indélébile à chaque entrée de l'aire collective de jeux, ou à proximité de chaque équipement, ou sur chaque équipement.

Art. 5. - Seront punis des peines d'amende prévues pour les contraventions de la 5e classe les exploitants ou gestionnaires d'aires collectives de jeux :

- 1o Qui ne seront pas en mesure de présenter les documents prévus à l'article 3 ci-dessus;

- 2o Ou qui n'auront pas satisfait à l'obligation d'affichage prévue à l'article 4 ci-dessus.

En cas de récidive, la peine d'amende prévue pour la récidive des contraventions de 5e classe sera applicable.

Les personnes morales peuvent être déclarées responsables, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies aux alinéas précédents ; elles encourent la peine d'amende selon les modalités prévues à l'article 131-41 du même code.

Art. 6. - Le présent décret entrera en vigueur six mois après la date de sa publication au Journal officiel.

Toutefois les aires de jeux existantes qui, à la date d'application du décret, ne seront pas conformes aux prescriptions du II (3, a) et 3 (b) de l'annexe devront être mises en conformité dans le délai de deux ans à compter de sa date de publication.

Art. 7. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué à la jeunesse et aux sports et le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 1996.

Le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur,  
Yves Galland

Le ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et de la recherche,  
François Bayrou

Le ministre de l'intérieur,  
Jean-Louis Debré

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,  
Dominique Perben

Alain Juppé

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Jacques Toubon

Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et du tourisme,  
Bernard Pons

Le ministre de l'économie et des finances,  
Jean Arthuis

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,  
Guy Drut

## A N N E X E

## Prescriptions essentielles de sécurité

## I. - Principes généraux

Un affichage sur ou à proximité de chaque équipement, conforme aux dispositions du II (2, a) ci-après, doit informer les utilisateurs et les personnes assurant leur surveillance de la tranche d'âge à laquelle chaque équipement est destiné et comporter les mentions d'avertissement relatives aux risques liés à son utilisation.

Ces informations peuvent être apportées sous forme de pictogrammes.

## II. - Risques particuliers

## 1. Choix du site :

a) L'accès immédiat de l'aire de jeux doit être aménagé de façon à protéger les utilisateurs et les tiers contre les risques liés à la circulation des véhicules à moteur;

b) Les plantes et arbres présents sur les aires de jeux doivent être choisis, implantés et protégés de façon à ne pas occasionner d'accidents pour les enfants (empoisonnements ou blessures).

## 2. Aménagement :

a) Les équipements et les zones de sécurité qui les entourent doivent être dégagés de tout obstacle ne faisant pas partie intégrante du jeu;

b) Les limites des zones présentant des risques particuliers, comme les abords des balançoires ou des tourniquets, doivent être matérialisées de manière que, dans leur utilisation normale ou raisonnablement prévisible, ils n'occasionnent pas de heurts entre les enfants utilisant l'équipement et ceux qui ne l'utilisent pas;

c) Les jeux utilisant l'eau doivent être conçus de manière à écarter tout risque de noyade ou d'infection raisonnablement prévisible;

d) Les bacs à sable doivent être maintenus dans des conditions d'hygiène satisfaisantes;

e) Les équipements doivent être implantés de manière que les adultes puissent, en toutes circonstances, accéder à tous les endroits où les enfants sont susceptibles de se trouver;

f) Les éléments des équipements doivent être installés de façon à assurer la stabilité de ces derniers et à éviter ainsi tout risque de renversement, de chute ou de déplacement inopiné;

g) Lorsque cela est prévu par la notice d'installation, les équipements doivent être fixés au sol.

## 3. Matériaux de revêtement et de réception :

a) Les zones sur lesquelles les enfants sont susceptibles de tomber alors qu'ils utilisent les équipements doivent être revêtues de matériaux amortissants appropriés;

b) La durée de vie des matériaux amortissants utilisés doit correspondre à leur utilisation sur une aire collective de jeux, notamment pour ce qui concerne les processus d'usure et de vieillissement et les effets des variations climatiques. Les matériaux de remblai doivent être appliqués en couche suffisamment épaisse pour en permettre une bonne répartition.

c) Les matériaux de revêtement de l'aire de jeux doivent satisfaire aux conditions d'hygiène et de propreté permettant d'éviter toute souillure ou contamination.

## 4. Entretien et maintenance :

a) Les exploitants ou gestionnaires doivent élaborer un plan d'entretien de l'aire de jeux et un plan de maintenance des équipements qui y sont implantés et respecter ces plans. Ces derniers doivent mentionner le nom ou la raison sociale du ou des organismes chargés de les exécuter ainsi que la nature et la périodicité des contrôles à effectuer;

b) Les exploitants ou gestionnaires doivent organiser l'inspection régulière de l'aire de jeux et de ses équipements, pour en vérifier l'état et pour déterminer les actions de réparation et d'entretien qui doivent être entreprises. La nature et la fréquence des inspections doivent être fonction, notamment, des instructions du fabricant, du degré de fréquentation de l'aire de jeux et des conditions climatiques;

c) L'accès aux équipements qui ne répondent plus aux exigences de sécurité légales ou réglementaires doit être interdit ;

d) Les plans, ainsi qu'un registre comportant, pour chaque site, la date et le résultat des contrôles effectués, seront tenus à la disposition des agents de contrôle, habilités à cet effet par l'article L. 222-1 du code de la consommation.

## PLANTES à INTERDIRE

ACONIT	AGAVE (plante grasse) : feuilles épineuses
AQUILEGIA (ancolie) : toxique	ARAUCARIA IMBRICAIA (conifère) : feuille en écailles pointues
ARISTOLOCHE	ARUMS
AUCUBA JAPONICA (arbuste persistant) : fruits toxiques	BELLADONE
BERBERIS SP. : épine vinette rameaux épineux	BRYONE DIOIQUE
BUIS	CHEVREFEUILLES DES HAIES ET DES MONTAGNES
CHAENOMILLES JAPONICA (cognassier du Japon) : rameaux épineux	CIGUES
COLCHIQUE	CONVALLARIA MAJALIS (muguet de mai) : fruits toxiques
CRATEAGUS OXYACANTHA (épines, aubépines) : épines	CYTISE (gousse et graine)
DAPHNEE (bois-gentil)	DATURAS
DAUPHINELLE (delphinium) : graines	DIGITALIS (digitale) plante vivace : toxique
DIEFFENBACHIA	EUPHORBES
FAUX POIVRIER	FUSAIN D'EUROPE
GAROU	GENETS
GLEDITSIA TRIXANTHUS (longues épines même sur le tronc)	GUI (baie)
HELLEBORE BLANC et NOIR	HIPPOPHAE RHAMNODES (argousier)
HYPERICUM	IF
LABURNUM ANAGYROIDES : petit arbre à fruits toxiques	LANTANA
LIERRE (baie)	LOBELIE
LOCERA (baie) : toxique	LUPINS (graines)
MIMOSA DU JAPON	NERIUM OLEANDER (laurier rose) : toute la plante est toxique
PONCIRUS TRIFOLIATA (citronnier rustique) : épines très dangereuses	PRUNUS LAUROCERASUS (laurier palme) : toxique
PRUNICA GRANATUM (grenadier) : épines	PYRACANTHA (épineux)
REDOUL	RHODODENDRON
RHUS TYPHINA (sumac de Virginie, vinaigrier) : toxique	RICIN
ROBINIER	ROSA SP : épines + rameaux raides taillés en biseau
SABINE	SOPHORA
SPARTIUM JUNCEUM	SPIERA (si S. ARUNCUS)
SUMAC VENENEUX	THUYAS
VIBURNUM	VIGNE VIERGE
YUCCA	

D'autre part, les arbustes et plantes attirant les insectes piquants (guêpes, frelons, abeilles, ...) sont également interdits

(Liste communiquée par le centre anti-poison d'Angers).

## INFORMATIONS

### Pour la tenue de vos dossiers

> Nous vous rappelons que, selon le **Décret 96-1136** du 18 décembre 1996 fixant les prescriptions de sécurité relatives aux aires collectives de jeux, l'exploitant ou le gestionnaire de l'aire collective de jeux doit tenir à la disposition des agents chargés du contrôle un dossier comprenant :

1°) Un plan faisant apparaître la situation et la structure générale de l'aire de jeux ainsi que l'implantation des équipements;

2°) Les plans d'entretien et de maintenance prévus au II (4. a) de l'annexe du présent décret;

3°) Les documents attestant que les interventions correspondant à l'entretien et à l'inspection régulière de l'aire de jeu et de ses équipements sont bien effectuées conformément au II (4. b) de l'annexe du présent décret;

4°) Les documents indiquant le nom ou la raison sociale ainsi que l'adresse des fournisseurs de tous les équipements installés sur l'aire;

5°) Les notices d'emploi et d'entretien accompagnant les équipements;

6°) Le dossier de base de l'ensemble de l'installation comprenant notamment les notices de montage et les rapports de réception des installations sur le site;

7°) Les documents exigés par le Décret du 10 août 1994 susvisé, justifiant la conformité aux exigences de sécurité des équipements fabriqués et installés sur l'aire de jeux après le 1er janvier 1995.

### Synthèse des résultats par site

Equipement	N°	Date	Avis Général	Nom du contrôleur
STRUCTURE TOBOGGAN	01	18-05-2020	SATISFAISANT	S.Jolbert
EQUILIBRE	02	18-05-2020	SATISFAISANT	S.Jolbert
CABANE	03	18-05-2020	SATISFAISANT	S.Jolbert

**ETAT SATISFAISANT** : L'EQUIPEMENT NE PRESENTE PAS DE DANGER POUR L'UTILISATEUR.

**ETAT NON SATISFAISANT** : L'EQUIPEMENT PRESENTE DES NON CONFORMITES OU UN DANGER POUR L'UTILISATEUR.





## Site : ECOLE MATERNELLE LE CASTEL

	Points de Contrôle	Etat(1)	Observations
ENVIRONNEMENT DE L'AIRE COLLECTIVE DE JEUX	Affichage à l'entrée du parc	NS	<b>Dangereuse(s) :</b>  <b>Générale(s) :</b>
	Nom et adresse du gestionnaire	NS	
	Age des utilisateurs	NM	
	Protection par rapport à l'environnement et à la circulation des véhicules	S	
	Propreté du sol et des équipements	S	
	Intégrité générale du matériel y compris mobilier urbain	S	
	Etat des végétaux Choix, implantation, protection, entretien (Epineux baies orties)	S	
	Absence d'eau stagnante et de cuvette de déformation	S	
	Matérialisation des surfaces d'impacts (manège, tourniquet, balançoire, téléphérique)	S	

(1) S : Satisfaisant, NS : Non satisfaisant, NSS : Non Satisfaisant Strict, SO : Sans objet, NM : Non Mentionné

L'âge des utilisateurs affiché à l'entrée de l'aire de jeux est comparé aux âges indiqués sur les plaques d'information de chaque équipement lorsque celles-ci sont lisibles.

En cas d'information manquante, le gestionnaire de l'aire de jeux doit vérifier que l'âge indiqué dans les documents fournis au moment de l'installation du jeu correspond exactement à l'âge indiqué sur le panneau d'information.

Propriétaire : **MAIRIE DE BISCHOFFSHEIM**  
 Emplacement : **ECOLE MATERNELLE LE CASTEL**  
 Type d'équipement : **STRUCTURE TOBOGGAN**  
 Ref équipement : **AB17 0907**  
 Texte de référence : **NF EN 1176 :2008**  
 N° inventaire : **01**

Fabricant : **HOLZTECHNIK**  
 Marquage « conforme aux exigences de sécurité » : **Satisfaisant**  
 Mois / Année de fabrication : **NM / 2017**  
 Tranche d'âge : **2+**  
 Hauteur de chute libre (mm) : **1000 mm**  
**Avis Général : SATISFAISANT**

DATE DU CONTROLE SAGALAB : 18-05-2020

NOM DU CONTROLEUR : S.Jolbert



ETAT SATISFAISANT : L'EQUIPEMENT NE PRESENTE PAS DE DANGER POUR L'UTILISATEUR.  
 ETAT NON SATISFAISANT : L'EQUIPEMENT PRESENTE DES NON CONFORMITES OU UN DANGER POUR L'UTILISATEUR.  
 DANS TOUS LES CAS , LES REMARQUES MENTIONNEES DOIVENT ENGAGER DES ACTION CORRECTIVES .

<b>Fixation</b>	Fixation équipement	S	
<b>Coincement</b>	Cordon	S	
	Tête	S	
	Doigt	S	
	Ecrasement	S	
<b>Intégrité</b>	Partie manq./cassée	S	
	Abs. fissures/fentes	S	
<b>Visserie</b>	Prés. toutes les vis	S	
	Serrage	S	
	Présence de caches	S	
<b>Aspect de surfaces</b>	Peinture/Vernis	S	
	Echardes	S	
	Moisissures	S	
<b>Corrosion</b>	Structure	S	
	Ressort	SO	
<b>Cordes</b>	Cordes et filet à grimper	SO	
	Support bal. ou agrès	SO	
<b>Sol</b>	Nature/épaisseur du sol	S	
	Régularité sols mouvants	S	
	Dim. zones de sécu.	S	
	Etat hyg apparent sol	S	
	Niveau 0/fondation	S	
	Abs. objet dur / avec angles vifs	S	

S : Satisfaisant, NS : Non satisfaisant, NSS : Non Satisfaisant Strict, SO : Sans objet, NM : Non Mentionné

**Observation(s) :**





Propriétaire : **MAIRIE DE BISCHOFFSHEIM**  
 Emplacement : **ECOLE MATERNELLE LE CASTEL**  
 Type d'équipement : **EQUILIBRE**  
 Ref équipement : **906 99990R**  
 Texte de référence : **NF EN 1176 :2008**  
 N° inventaire : **02**

Fabricant : **HOLZTECHNIK**  
 Marquage « conforme aux exigences de sécurité » : **Satisfaisant**  
 Mois / Année de fabrication : **NM / 2017**  
 Tranche d'âge : **6+**  
 Hauteur de chute libre (mm) : **470 mm**  
**Avis Général : SATISFAISANT**

DATE DU CONTROLE SAGALAB : 18-05-2020

NOM DU CONTROLEUR : S.Jolbert



ETAT SATISFAISANT : L'EQUIPEMENT NE PRESENTE PAS DE DANGER POUR L'UTILISATEUR.  
 ETAT NON SATISFAISANT : L'EQUIPEMENT PRESENTE DES NON CONFORMITES OU UN DANGER POUR L'UTILISATEUR.  
 DANS TOUS LES CAS , LES REMARQUES MENTIONNEES DOIVENT ENGAGER DES ACTION CORRECTIVES .

<b>Fixation</b>	Fixation équipement	S	
<b>Coincement</b>	Cordon	SO	
	Tête	S	
	Doigt	S	
	Ecrasement	S	
<b>Intégrité</b>	Partie manq./cassée	S	
	Abs. fissures/fentes	S	
<b>Visserie</b>	Prés. toutes les vis	S	
	Serrage	S	
	Présence de caches	S	
<b>Aspect de surfaces</b>	Peinture/Vernis	S	
	Echardes	S	
	Moisissures	S	
<b>Corrosion</b>	Structure	S	
	Ressort	SO	
<b>Cordes</b>	Cordes et filet à grimper	S	
	Support bal. ou agrès	S	
<b>Sol</b>	Nature/épaisseur du sol	S	
	Régularité sols mouvants	S	
	Dim. zones de sécu.	S	
	Etat hyg apparent sol	S	
	Niveau 0/fondation	S	
	Abs. objet dur / avec angles vifs	S	

S : Satisfaisant, NS : Non satisfaisant, NSS : Non Satisfaisant Strict, SO : Sans objet, NM : Non Mentionné

**Observation(s) :**



Propriétaire : **MAIRIE DE BISCHOFFSHEIM**  
 Emplacement : **ECOLE MATERNELLE LE CASTEL**  
 Type d'équipement : **CABANE**  
 Ref équipement : **905820200R**  
 Texte de référence : **NF EN 1176 :2008**  
 N° inventaire : **03**

Fabricant : **HOLZTECHNIK**  
 Marquage « conforme aux exigences de sécurité » : **Satisfaisant**  
 Mois / Année de fabrication : **NM / 2017**  
 Tranche d'âge : **2+**  
 Hauteur de chute libre (mm) : **700 mm**  
**Avis Général : SATISFAISANT**

DATE DU CONTROLE SAGALAB : 18-05-2020

NOM DU CONTROLEUR : S.Jolbert



ETAT SATISFAISANT : L'EQUIPEMENT NE PRESENTE PAS DE DANGER POUR L'UTILISATEUR.  
 ETAT NON SATISFAISANT : L'EQUIPEMENT PRESENTE DES NON CONFORMITES OU UN DANGER POUR L'UTILISATEUR.  
 DANS TOUS LES CAS , LES REMARQUES MENTIONNEES DOIVENT ENGAGER DES ACTION CORRECTIVES .

<b>Fixation</b>	Fixation équipement	S	
<b>Coincement</b>	Cordon	SO	
	Tête	S	
	Doigt	S	
	Ecrasement	S	
<b>Intégrité</b>	Partie manq./cassée	S	
	Abs. fissures/fentes	S	
<b>Visserie</b>	Prés. toutes les vis	S	
	Serrage	S	
	Présence de caches	S	
<b>Aspect de surfaces</b>	Peinture/Vernis	S	
	Echardes	S	
	Moisissures	S	
<b>Corrosion</b>	Structure	S	
	Ressort	SO	
<b>Cordes</b>	Cordes et filet à grimper	S	
	Support bal. ou agrès	S	
<b>Sol</b>	Nature/épaisseur du sol	S	
	Régularité sols mouvants	S	
	Dim. zones de sécu.	S	
	Etat hyg apparent sol	S	
	Niveau 0/fondation	S	
	Abs. objet dur / avec angles vifs	S	

S : Satisfaisant, NS : Non satisfaisant, NSS : Non Satisfaisant Strict, SO : Sans objet, NM : Non Mentionné

**Observation(s) :**

